



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT D'ENGINS FORESTIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL SIMPLE n° 2025-8830-029

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'achat d'un tracteur forestier ou tracteur agricole et d'un broyeur axe horizontal.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts - Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes
143, Rue Pierre Corneille
69003 LYON Cedex 03

Représenté par M. Nicolas KARR, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts Auvergne Rhône-Alpes

SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE.....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE.....	4
1.3. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU MARCHE.....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1. OBJET DU MARCHE.....	4
2.2. PROCEDURE.....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV	4
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL.....	4
3.1. FORME DU MARCHE	4
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i>	4
3.1.2. <i>Modalités d'attribution du marché</i>	5
3.2. PRESTATIONS SIMILAIRES	5
3.3. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	5
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	5
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.1. CORRESPONDANT PERMANENT.....	5
5.2. MODALITES DE LIVRAISON.....	5
5.3. DELAIS DE LIVRAISON.....	6
6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	6
6.1. DESCRIPTIF DU MATERIEL A FOURNIR.....	6
6.1.1. <i>Principales utilisations du tracteur :</i>	6
6.1.2. <i>Cahier des charges du tracteur :</i>	6
6.2. GARANTIE – SAV - ENTRETIEN	7
6.3. PRESTATION DE MISE EN ROUTE	7
6.4. PRESTATIONS GENERALES.....	7
6.4.1. LIEU DE LIVRAISON	7
6.4.2. AUTRES PRESTATIONS.....	7
7 MODALITES DE RECEPTION DES FOURNITURES / PRESTATIONS.....	7
7.1. AJOURNEMENT	8
7.2. RECEPTION AVEC REFACTIONS	8
7.3. REJET.....	8
8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	8
8.1.....	8
8.1. UNITE MONETAIRE	8
8.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	8
8.2.1. <i>Nature des prix</i>	8
8.2.2. <i>Contenu des prix</i>	9
8.3. VARIATION DANS LES PRIX	9
8.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	9
8.4.1. <i>Avance</i>	9
8.4.2. <i>Facturation</i>	9
8.4.3. <i>Transmission des factures</i>	9
8.4.4. <i>Délai global de paiement</i>	9
8.4.5. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	10

9	CLAUSES DE REEXAMEN.....	10
10	PENALITES	11
10.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	11
10.2.	PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON DE COMMANDE	11
11	ASSURANCE.....	11
12	DROIT, LANGUE.....	11
13	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	12
9.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	12
9.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	12
9.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	12
9.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	12
14	RESILIATION DU MARCHE.....	12
15	REGLEMENT DES DIFFERENTS	13
16	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	13

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489 dont le siège est à 143, Rue Pierre Corneille - 69003 LYON Cedex 03

1.2. Personne signataire du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est le directeur territorial, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2024-01 du 18 juillet 2024 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mr KARR Nicolas
Directeur Territorial
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

1.3. Personne en charge de l'exécution et du marché

Mme ANGELIER Nancy
Directrice Agence Travaux DT AURA
143, rue Pierre Corneille – 69003 LYON
Téléphone : 06.17.78.17.09
Courriel : nancy.angelier@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

M. THEROND Sandrine
Responsable d'unité de production Montagnes d'Auvergne
12 allée des Eaux et Forêts – Marmilhat – 63370 Lempdes
Téléphone : 06 16 82 64 47
Courriel : sandrine.therond@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'achat d'un tracteur forestier ou tracteur agricole et d'un broyeur à axe horizontal.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

16700000-2	Tracteurs
------------	-----------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL

3.1. Forme du marché

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation n'est pas allotie : la bonne concordance technique du broyeur avec le tracteur est essentielle.

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Le marché est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.2. Prestations similaires

Sans objet.

3.3. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Variante obligatoire chiffrée par le candidat dans son offre financière :

Extension de garantie 5 ans au total

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et son annexe 1 ;

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 - NOR: ECOM2106868A publié au JO du 01 avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Correspondant permanent

Le titulaire désignera un correspondant permanent, qui restera interlocuteur privilégié durant l'exécution du marché.

5.2. Modalités de livraison

Les matériels sont livrés, à l'état neuf en cas d'achat, en état de marche, conforme à la commande et aux spécifications demandées.

Les matériels sont mis à la disposition des représentants de l'ONF dans les délais prévus, à l'adresse du service destinataire indiqué le bon de commande.

Le service destinataire de l'ONF est avisé de la disponibilité du matériel. Les opérations de vérification sont effectuées par le service destinataire.

Ces opérations visent à vérifier la conformité du matériel livré par rapport à la commande de l'ONF.

Chaque matériel comprend à la livraison les documents suivants rédigés en français :

- un manuel du conducteur ;
- un carnet d'entretien ;
- la liste des concessionnaires agréés de la marque ;
- le document précisant la norme CE

La prestation comporte une journée de formation assurée par le prestataire, à destination des chauffeurs de l'ONF qui utiliseront le tracteur lors de la livraison.

5.3. Délais de livraison

Le tracteur doit être livré dans le délai contractuel proposé par le titulaire à l'appui de son offre (cf. acte d'engagement).

Ce délai de livraison court à partir de la date de l'accusé de réception de la commande par le titulaire. L'écoulement du délai s'interrompt quand le titulaire prévient officiellement le service de l'ONF concerné que le matériel est prêt et disponible à compter de ce même jour.

De plus, le titulaire s'engage à prévenir par courriel la personne mentionnée sur le bon de commande de l'ONF des dates de livraisons, une semaine avant celles-ci.

En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

6 SPECIFICATIONS TECHNIQUES Descriptif du matériel à fournir

Les caractéristiques des matériels sont :

6.1.1. Principales utilisations du tracteur :

Pour la réalisation des travaux avec gyrobroyeur, broyeur, treuil, épareuse.

6.1.2. Cahier des charges du tracteur :

A - TRACTEUR

Poids du tracteur : moins de 2000Kg

Puissance : minimum 50 CV ; maximum 70 Cv, 4 Cylindres – 2,4 l de cylindrée minimum.

Largeur (empattement) : 1,15 m à 1,70 m

- Un blindage du tracteur type blindage forestier :

Avec :

Blindage inférieur (moteur, boîte et pont)

Protection latérale de capot moteur

Calandre et portes cabines protégées

- Prise de force : 540 Tr/min.

- Poste de conduite : Poste inversé (inverseur de sens de marche au volant). Climatisation, chauffage, ventilation. Essuie-glace AV / AR. Siège à suspension pneumatique.

- Vitres polycarbonate sauf pare-brise.

- Transmission hydrostatique intelligente double étage (régulateur de vitesse) - boîte powershift

- Joystick à commande électronique.

- 4 sorties hydrauliques AVANT / 4 sorties hydrauliques Arrières

- masses avant (150 kg)

- Garde au sol 40 cm minimum.

- Relevage arrière crochets cat II - capacité 1580 kg

Relevage avant avec PDF 1000 Tr.min

- Pneumatiques : forestiers renforcés

B - BROYEUR A AXE HORIZONTAL - MARTEAUX

Largeur de travail 1m50 – 1m60 maxi

- Réversible (travail avant ou arrière du tracteur)
- Déport latéral hydraulique 30 cm
- Patins
- Rideau de chaînes
- Boîtier PDF 540 et 1000 tr.min

6.2. Garantie – SAV - Entretien

Rayon d'intervention : Région AURA

Garantie : type et durée, sans contrat d'entretien

Durée annuelle d'utilisation : environ 1.000 heures/an

6.3. Prestation de mise en route

Le titulaire assure, au bénéfice de l'Unité de Production Montagnes d'Auvergne, une formation initiale de l'utilisateur, reprenant les points attendus dans le « Manuel de l'utilisateur » du tracteur.

Le titulaire après avoir informé les services de l'ONF de la date de livraison devra organiser dans les 5 jours de cette réception une journée de formation incluant une partie théorique et une partie pratique.

Le titulaire pourra également, à la demande de l'ONF assurer une formation de perfectionnement à l'utilisation des machines pour 4 agents ONF maximum, dans une période de 6 mois après la tenue de la formation initiale.

6.4. Prestations générales

6.4.1. Lieu de livraison

ONF, Agence travaux, Unité de Production Montagnes d'Auvergne, 63370 Lempdes

6.4.2. Autres prestations

Garantie de 2 ans (pièces, main d'œuvre, déplacement) sur l'ensemble du matériel (châssis, carrosserie, hydraulique, accessoires) avec le kilométrage illimité.

Plaques d'immatriculation, carte grise et informatives réglementaires.

Frais d'immatriculation inclus.

L'extension de garantie (5 ans au total) doit être chiffrée dans l'Acte d'engagement à l'article G Garanties/Variante.

- Joindre une fiche technique avec poids, dimensions, répartitions charge, empattement, garde au sol, rayon de braquage, volume sonore et toutes autres indications jugées nécessaires
- Plan profil et face avec cotes
- Fourniture d'une documentation en français
 - Manuel d'utilisation
 - Manuel pièces de rechange
 - Manuel de réparation avec schémas de fonctionnement hydraulique et électrique

7 MODALITES DE RECEPTION DES FOURNITURES / PRESTATIONS

Chaque matériel livré à l'ONF, au titre des fournitures du présent CCATP, est soumis à des vérifications effectuées par l'ONF et destinées à constater que ce matériel est conforme aux stipulations du marché.

L'ONF s'engage, à l'issue de la remise de l'engin et des prestations de formation, à notifier par écrit au titulaire dans un délai de **15 jours**, par courrier (électronique ou postal) avec avis de réception, l'ajournement, la réfaction ou le rejet de la livraison des matériels et/ou des prestations de formation.

7.1. Ajournement

Lorsque L'ONF juge que les fournitures et/ou prestations de formation peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il en prononce l'ajournement.

La décision d'ajournement doit être motivée et les compléments, améliorations ou mises au point doivent être listés et adressés par l'ONF au titulaire.

L'ajournement a pour effet de suspendre le paiement : la retenue ainsi opérée ne sera versée qu'après la réception totale.

L'ONF notifie sa décision d'ajournement au titulaire dans les 15 jours ouvrés suivant la réception des fournitures/prestations.

Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de la décision d'ajournement, pour indiquer à l'ONF le délai qui lui est nécessaire pour parfaire les fournitures et/ou les prestations de formation.

A défaut de réponse du titulaire dans les 5 jours ouvrés, l'ONF pourra :

- confirmer sa décision d'ajournement,
- s'il juge trop long le délai nécessaire au titulaire pour parfaire les fournitures et/ou les prestations de formation : substituer à sa décision d'ajournement une décision motivée de réception (éventuellement assortie d'une réfaction) ou de rejet.

A compter de la date de la nouvelle présentation par le titulaire, l'ONF dispose à nouveau d'un délai de 15 jours ouvrés, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision au titulaire : nouvel ajournement, réception avec ou sans réfaction, ou rejet.

Chaque notification est effectuée conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Les frais engendrés par les éventuelles corrections apportées aux fournitures et/ou aux prestations de formation par le titulaire sont à la charge de celui-ci.

Si les délais nécessaires à la réalisation et aux vérifications de nouvelles fournitures et/ou prestations de formation entraînent un retard par rapport aux délais d'exécution initialement prévus, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCATP.

7.2. Réception avec réfections

Lorsque l'ONF estime que les fournitures et/ou prestations de formation, sans satisfaire entièrement aux conditions du présent marché, peuvent être utilisées en l'état, il notifie au titulaire une décision de réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

7.3. Rejet

Lorsque l'ONF estime que les fournitures et/ou prestations de formation appellent des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer, ni la réception avec ou sans réfaction, ni l'ajournement, il notifie une décision de rejet portant sur tout ou partie des fournitures et/ou prestations de formation.

Le rejet peut également être prononcé à la suite d'un ajournement dans les cas prévus à cet effet dans la décision d'ajournement.

La décision de rejet doit être motivée et ne pourra être prise que lorsque le titulaire aura présenté ses observations.

En cas de rejet, l'ONF se réserve le droit de résilier immédiatement de plein droit le marché et toutes les commandes en cours, aux torts du titulaire, et ce sans préjudice des dommages et intérêts que l'ONF serait en droit de réclamer.

L'ONF indique dans sa décision quel effet il souhaite donner au rejet.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENTUnité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

8.2. Forme et contenu des prix

8.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé à l'Acte d'Engagement du titulaire.

8.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

8.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes.

8.4. Modalités essentielles de paiement

8.4.1. Avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché lui sera versée. Les règles relatives aux avances sont fixées par l'article R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

8.4.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée, obligatoirement via la plateforme Chorus Pro, dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2025-8830-029** ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 00489 ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Contractant » de l'acte d'engagement.

8.4.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché : **2025-8830-029**

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.

- Numéro d'identification :

Le SIRET de la DT Auvergne Rhône-Alpes de l'ONF : 66204311600489

- Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

8.4.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.4.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

9 CLAUSES DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les marchés peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions
- ✓ reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur
- ✓ des modifications de faible montant
- ✓ des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées

10 PENALITES

10.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

10.2 Pénalités de retard de livraison de commande

Les dispositions prévues au CCAG s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations du CCAG et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation au CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

Par application des dispositions de l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total du marché.

11 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir, en cas de dommages corporels et/ou matériels, causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens propres et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers, à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF, une attestation mise à jour par son assureur indiquant la nature, l'étendue et la durée de la garantie.

12 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

13 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- 13.1.1.1 aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- 13.1.1.2 aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

9.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

14 RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

15 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Lyon

184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03

Téléphone : 04 87 63 50 00

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Site internet : <http://lyon.tribunal-administratif.fr>

16 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCAP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
9	Pénalités pour retard	14	Pénalités pour retard